

Print

Guerre sur la Syrie : Scandale d'une corruption avérée dissimulée par les gouvernements occidentaux

Par [Ben Norton](#)

Mondialisation.ca, 10 mai 2021

[The Gray Zone](#) 7 mai 2021

Uri de l'article:

<https://www.mondialisation.ca/guerre-sur-la-syrie-scandale-dune-corrupcion-averee-dissimulee-par-les-gouvernements-occidentaux/5656289>

Cet article de Ben Norton, que nous traduisons de l'anglais, a été publié le **7 mai 2021** avec l'introduction suivante : « *Les Pays-Bas ont enquêté sur la fraude commise par la Mayday Rescue Foundation qui a financé les Casques blancs syriens à hauteur de plus de 120 millions de dollars dans le cadre de contrats gouvernementaux occidentaux. Mais de hauts fonctionnaires néerlandais ont couvert la corruption* ».

Pour rappel, les « Casques blancs » sont ces prétendus héros fabriqués par le génie hollywoodien et tellement appréciés par les Syriens qu'ils ont dû être évacués par une nuit sans lune, entre le **21 et le 22 juillet 2018**, via Israël et la Jordanie, à la demande de Trump, de Trudeau et de pays européens ; la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Canada ayant annoncé être disposés à les accueillir dans le cadre de leur généreuse diplomatie humanitaire.



Avant de rentrer dans le vif du sujet et des témoignages avancés par l'auteur, il nous a semblé utile de revenir sur les propos tenus devant le Conseil de sécurité, le **11 décembre 2020**, par le Docteur Bachar al-Jaafari, en sa qualité de représentant de la Syrie auprès des Nations Unies [1] :

« *Il nous faut rappeler devant l'opinion publique internationale le scandale de l'implication des Pays-Bas dans le soutien des organisations terroristes en Syrie ; le Premier-ministre néerlandais Mark Rutte ayant récemment avoué qu'il était personnellement intervenu pour bloquer des enquêtes parlementaires sur les millions de dollars fournis par son gouvernement à environ 22 groupes terroristes sévissant dans mon pays, dont « Al-Jabhat al-chamiya » [le front du Levant] classé en tant qu'organisation terroriste par les institutions néerlandaises elles-mêmes.*

Par ailleurs, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Steve Block, avait précédemment appelé à l'arrêt des enquêtes, considérant qu'elles créeraient de sérieux problèmes pour certaines personnalités et embarrasseraient nécessairement certains alliés.

Tel est donc le rôle de l'OTAN, en sachant que les Néerlandais sont, après les Belges, au deuxième rang des nationalités ayant compté des centaines de terroristes partis se battre aux côtés d'organisations terroristes en Syrie et en Irak ; le nombre total de terroristes de nationalités européennes rendus chez nous étant estimé aux environs de 14 000.

En outre, l'agence de renseignement néerlandaise a déclaré en février 2017 qu'elle suivait des dizaines d'enfants néerlandais rendus, avec ou sans leur famille, dans les zones de propagation de Daech en Syrie et en Irak, où ils auraient bénéficié d'une formation militaire aux mains de l'organisation terroriste.

Et la Fondation de radio-télévision néerlandaise [NOS] a confirmé en septembre 2018 le soutien du gouvernement néerlandais à l'organisation terroriste « Al-Jabhat al-chamiya » précitée, laquelle aurait bénéficié de ses services logistiques entre 2015 et 2018.

Ce qui témoigne d'une hypocrisie scandaleuse et suggère que c'est par crainte du scandale que les Pays-Bas ont lancé dernièrement toutes sortes de mensonges sur la Syrie... ».

Un scandale évidemment étouffé par nos médias, mais arraché aux ténèbres par le « Journal du Peuple » néerlandophone et traduit le jour même de sa parution par Ben Norton qui l'a enrichi de ses références regroupées en fin de ce texte. [NdT].

LES CASQUES BLANCS, LEURS SPONSORS ET LES MÉDIAS

La sale guerre contre la Syrie, qui dure depuis dix ans, s'est avérée être une vache à lait pour certains des plus importants agents américains et britanniques chargés de « changer le régime » syrien. Des contractants de gouvernements occidentaux ont reçu des centaines de millions de dollars pour mettre en œuvre des projets visant à déstabiliser Damas et certains se sont servis en profitant du pillage du pays [2].

La fondation « Mayday Rescue » est l'un des principaux acteurs de l'industrie artisanale de ces contractants qui ont contribué à la guerre occidentale pour le changement de régime en Syrie et qui ont finalement été impliqués dans un vaste scandale de corruption.

Mayday a servi de sponsor financier à une prétendue « Défense civile syrienne », notoirement connue sous le nom de Casques blancs [3], une organisation humanitaire interventionniste trompeuse devenue l'arme de propagande essentielle dans la sale guerre contre Damas.

En effet, grâce à un financement de plus de 120 millions de dollars provenant de nombreux gouvernements occidentaux, les Casques blancs ont été présentés, par des campagnes de médias inféodés et des films de relations publiques bien ficelés, comme un noble

groupe de philanthropes voués à sauver la vie des civils.

En réalité, il s'agit d'une organisation fonctionnant telle une infrastructure civile et médicale dans les régions contrôlées par des insurgés salafo-jihadistes brutaux et théocratiques. Ils opéraient exclusivement dans les zones gérées par l'« opposition armée syrienne » et collaboraient largement avec les extrémistes, y compris l'EILL [Daech] et Al-Qaïda. Ils ont même été filmés à de nombreuses reprises en train d'assister à des exécutions publiques [4].

Par ailleurs, ils ont aidé la Turquie, membre de l'OTAN, à envahir militairement et à nettoyer ethniquement les villes à majorité kurde du nord de la Syrie [5], dans le cadre d'un plan visant à repeupler ces régions par des Arabes musulmans sunnites supporters du président turc Recep Tayyip Erdogan.

Suite à l'invasion turque, les écoliers ont été endoctrinés par la propagande nationaliste turque. Et un producteur syrien de la BBC a démontré que les Casques blancs avaient participé à la mise en scène d'une fausse attaque aux armes chimiques [6] à Douma, banlieue de Damas, afin de faire porter le chapeau au gouvernement syrien et de justifier une intervention militaire occidentale.

Et alors que les gouvernements occidentaux ne tarissaient pas d'éloges sur les Casques blancs et versaient à leur organisation mère Mayday, basée aux Pays-Bas, d'énormes sommes d'argent puisées dans les poches du contribuable, le gouvernement néerlandais enquêtait discrètement sur le groupe pour fraude.

Une série de reportages publiés par les médias néerlandais grand public montre comment les Pays-Bas savaient que Mayday avait commis de graves irrégularités financières, mais que des hauts fonctionnaires les ont couvertes, refusant d'informer les législateurs concernés et ignorant les recommandations de leurs propres régulateurs visant à récupérer des millions de dollars de contrats.

En fait, les responsables néerlandais craignaient que la révélation de la corruption de Mayday nuise aux efforts occidentaux, pour le changement de régime en Syrie, et ternisse l'image bienveillante des Casques blancs soigneusement construite et constamment promue via une propagande obséquieuse.

Par conséquent, le scandale fut particulièrement désagréable pour le complexe Industriel à but non lucratif [7] qui tire sur les cordes sensibles des libéraux occidentaux, non seulement pour faire avancer les intérêts de la politique étrangère occidentale, mais aussi pour se remplir les poches avec des millions de dollars passant par des contrats opaques. En effet, la controverse a également montré comment des représentants de gouvernements occidentaux ont protégé les profiteurs de guerre tout en gardant les électeurs, dont les impôts ont été gaspillés, dans l'ignorance de la corruption sévissant parmi eux.

CONFLIT AU SEIN DU GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS

Ce **7 mai 2021**, le quotidien néerlandophone « de Volkskrant » a publié un rapport confirmant que les Pays-Bas avaient enquêté sur la fondation Mayday Rescue pour suspicion de fraude [8].

Le fait est que des gouvernements occidentaux ont versé plus de 100 millions d'euros [121 millions de dollars] à Mayday pour financer les Casques blancs, notamment la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Canada, le Danemark et les Pays-Bas. Les États-Unis ont également apporté leur contribution, en leur transférant des dizaines de millions de dollars [9]. Quant au gouvernement néerlandais, il a versé 12,5 millions d'euros [15,2 millions de dollars].

Cependant, **fin 2018**, les Pays-Bas ont soupçonné une corruption au sein de l'organisation et ont cessé de la financer, « en raison des inquiétudes de La Haye concernant la supervision financière et l'organisation elle-même ». Le gouvernement néerlandais a donc mené une enquête et, **mi-2020**, le Netherlands' Central Audit Service lui a conseillé de récupérer plus de 3,6 millions d'euros de fonds fiscaux reçus par la Mayday. Et de Volkskrant a déclaré : « Il n'est pas certain que ces millions aient été dépensés aux fins prévues ».

Mais le gouvernement néerlandais n'a pas réclamé cet argent. Au lieu de cela, la ministre du Commerce extérieur et de la Coopération pour le développement, Sigrid Kaag, a décidé d'interrompre le versement restant de 57 000 euros à Mayday, soit seulement 1,6 % du montant que l'audit avait recommandé de reverser dans les caisses de l'État. Une décision dérisoire et largement symbolique, car Mayday avait déjà dépensé plus que les 120 millions de dollars reçus dans le cadre de contrats gouvernementaux et était en faillite au moment où Mme Sigrid Kaag a décidé de faire cesser les paiements.

Dès lors, dit le quotidien, l'enquête sur la fraude est devenue un sujet de conflit au sein du gouvernement néerlandais, les fonctionnaires qui ont soutenu la guerre pour le changement de régime en Syrie ayant cherché à minimiser le scandale.

En effet, Madame Kaag a voulu en informer le parlement néerlandais et a rédigé une lettre qu'elle comptait envoyer à la Chambre des représentants, mais elle a subi les pressions de hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, lesquels ont insisté pour qu'elle ne l'envoie pas, considérant qu'elle n'y était pas légalement obligée et craignant que les révélations de l'enquête ne « nuisent injustement » à Mayday et aux Casques blancs. [Le quotidien de Volkskrant a obtenu le brouillon de la lettre suite à une demande de documents publics].

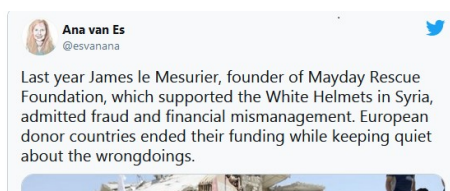
Résultat : la lettre n'a jamais été envoyée, les députés n'ont jamais été informés de la fraude, et les contribuables néerlandais n'ont pas su que Mayday avait mal géré les énormes sommes d'argent versées par de nombreux gouvernements donateurs, dont leur propre gouvernement.

LE MESURIER ADMET LA FRAUDE ET MEURT 3 JOURS APRÈS

Le **11 novembre 2019**, le fondateur de Mayday Rescue et ex-officier du renseignement militaire britannique [10], James Le Mesurier, est retrouvé mort dans d'étranges circonstances à Istanbul. Les autorités turques ont déclaré qu'il s'était suicidé « en sautant vers sa mort ».

Le Mesurier avait servi dans l'armée britannique en Irlande du Nord et en ex-Yougoslavie [11] avant de travailler pour des sociétés de sécurité privées. Et c'est en 2014 qu'il a fondé Mayday Rescue et qu'il est devenu le principal responsable occidental de la « PSYOP Casques blancs ». Et donc, pendant que les médias le présentaient comme un héros de l'humanitaire, lui et ses collègues profitaient du plan de changement du régime en Syrie.

Trois jours avant sa mort, Le Mesurier a avoué de graves irrégularités financières. En effet, le **8 novembre 2019**, il a envoyé un courriel aux pays donateurs reconnaissant que Mayday avait fraudé [12] et qu'il avait falsifié des reçus. Il a dit : « J'en assume seul l'entière responsabilité », mais a insisté sur le fait que la corruption ne devait pas être révélée, car si elle était divulguée aux médias, ce serait une « victoire pour la Russie et les trolls pro-Assad ».





Or, Volkskrant avait rapporté ce fait en **juillet 2020** dans un article intitulé « Le fondateur de la fondation derrière les Casques blancs admet la fraude » [13] ; la corédactrice de l'article, Ana van Es, faisant savoir que les gouvernements occidentaux ayant financé les Casques blancs avaient tenu compte de l'avertissement de Le Mesurier et avaient donc « gardé le silence sur ces méfaits ».

Et, un rapport précédent de Volkskrant avait donné des détails concernant l'enquête menée dès **novembre 2019** par un comptable néerlandais. Il avait découvert à quel point les transactions financières de Mayday étaient suspectes et que Le Mesurier, qui remettait en mains propres l'argent aux Casques blancs, avait falsifié des reçus. De plus, alors que la fondation était souvent présentée par les médias occidentaux comme une organisation humanitaire bienveillante à but non lucratif, elle possédait bel et bien des filiales commerciales à but lucratif en Turquie et à Dubaï.

Volkskrant ajoute : « Il n'y avait pas de Conseil de surveillance, ce qui fait que les administrateurs pouvaient décider de leurs propres salaires, lequel pouvait atteindre les 26 000 euros par mois ».

Cela signifie que certains membres du personnel de Mayday étaient payés autour de 380 000 dollars par an et donc : « des chiffres supérieurs au plafond salarial autorisé à une organisation subventionnée aux Pays-Bas ».

Et Volkskrant poursuit : « Le Mesurier, son épouse -également administratrice- et un troisième administrateur se versaient des primes en espèces en plus de leur salaire ».

Mais Emma Le Mesurier a rejeté les allégations de fraude reconnues par son époux décédé et s'en est prise sur Twitter à tout journaliste évoquant le scandale.

Puis, un nouvel administrateur embauché pour ravalier la réputation de Mayday, M. Cor Vrieswijk, a avoué au quotidien néerlandais que les énormes salaires étaient en effet « excessifs », en ajoutant que les « pays donateurs occidentaux étaient au courant et avaient donné leur consentement ».

LES DIPLOMATES OCCIDENTAUX ÉTAIENT COMPLICES

L'article du **7 mai 2021** de Volkskrant a révélé que lorsque les gouvernements occidentaux ont eu vent du scandale, ils ont immédiatement fait en sorte de le dissimuler. Et quand Le Mesurier est décédé après avoir effectivement reconnu la fraude, les diplomates occidentaux ont rapidement convoqué une série de « réunions de crise » au consulat néerlandais à Istanbul, « les Pays-Bas se considérant comme extrêmement vulnérables politiquement parlant car, après tout, Mayday est basée à Amsterdam et les millions versés à la fondation sont passés par des comptes néerlandais ».

Après enquête et une fois que les comptables ont constaté de graves irrégularités, les pays donateurs ont continué à tenter de limiter les dégâts et les diplomates occidentaux, une fois de plus réunis à Istanbul en **février 2020**, ont continué à discuter des moyens qui permettraient « de se prémunir contre les risques politiques » et aussi de s'assurer une « exposition minimale ».

Le cabinet comptable « Grant Thornton » ayant également enquêté sur Mayday a alors déclaré que, techniquement parlant, il n'avait pas trouvé de preuves de fraude au-delà de ce que Le Mesurier avait reconnu, mais que les comptes étaient tellement désordonnés qu'il était presque impossible de les vérifier. Propos comparable à ceux des responsables du gouvernement néerlandais ayant confié à Volkskrant : « la fraude ne peut pas être prouvée car les parties 'critiques' des comptes ne sont 'pas traçables' ». Ce que le quotidien rapporte en ces termes : « La comptabilité était vraiment incorrecte et il n'y avait pas de supervision financière interne. La traçabilité des paiements n'est plus possible ».

Et Volkskrant précise :

« Le rapport n'a pas dissipé les inquiétudes du ministère des Affaires étrangères. Les conclusions de Grant Thornton ont soulevé des doutes sur l'exactitude des rapports financiers précédemment soumis par Mayday. D'après des personnalités officielles 'il n'a pas pu être établi avec certitude' que la subvention néerlandaise avait bien été dépensée sur les Casques blancs. Lorsqu'un agent demande quelles dépenses ne peuvent pas être vérifiées, un collègue répond : 'Toutes les dépenses concernant les Casques blancs' ».

En dépit de la corruption avérée, les gouvernements occidentaux ont maintenu le financement des Casques blancs

Cependant, en dépit de la corruption ainsi documentée par le gouvernement néerlandais, le financement des Casques blancs par les gouvernements occidentaux s'est poursuivi, les États-Unis et l'Union européenne ayant redoublé leurs efforts dans leur sale guerre contre la Syrie avec l'imposition de l'un des régimes de sanctions les plus agressifs [14] dans l'histoire moderne, pour déstabiliser la Syrie et évincer son gouvernement.

En effet, le blocus est revenu, de facto, à une punition collective de millions de civils et a déclenché une dépression économique à grande échelle, une pénurie de carburant et une crise alimentaire.

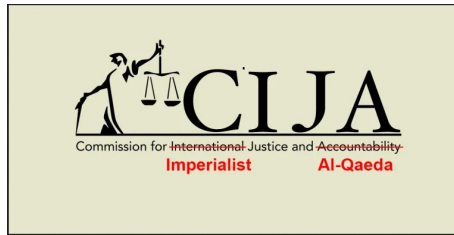
Entre-temps et sous couverture de la pandémie Covid-19, les Pays-Bas ont repris en 2020 leur soutien aux Casques blancs en prétendant utiliser le groupe pour fournir une aide humanitaire aux territoires tenus par les insurgés en Syrie.

Et les gouvernements occidentaux ont pu continuer à financer les Casques blancs sans accroc, en grande partie parce que la corporation des entreprises médiatiques a, presque sans exception, refusé de reconnaître quoi que ce soit de négatif à propos de ce groupe instrumentalisé.

Par conséquent, les reportages des médias néerlandais sur la corruption de Mayday n'ont pratiquement pas bénéficié de l'attention d'autres pays. Ce qui s'expliquerait en partie par le fait que Le Mesurier avait noué de nombreuses amitiés au sein de la presse occidentale, cultivant certains journalistes en tant qu'atouts pour la sale guerre en Syrie, les nourrissant de scoops et leur facilitant des voyages de propagande sur le territoire syrien à travers la frontière sud de la Turquie.

En revanche, la BBC -dont la participation secrète aux campagnes de la guerre de l'information du ministère britannique des Affaires étrangères a été dévoilée par« The Grayzone » [15]- a même créé une série de podcasts hagiographiques, pleins d'inexactitudes, consacrée à la réécriture de l'histoire de la sale guerre en Syrie, à la sanctification de Le Mesurier et à la réhabilitation de l'image de la fondation baptisée subtilement Mayday [16] !

Mais Mayday n'est pas le seul contractant connu pour corruption. Un autre groupe de pression en faveur du changement de régime en Syrie dont l'acronyme est CIJA [pour Commission International Justice and Accountability] a reçu un financement estimé à 42 millions d'euros [50 millions de dollars] des États-Unis et des pays d'Europe occidentale pour mener une guerre juridique, ou « lawfare », contre la Syrie et a collaboré avec Al-Qaïda dans ce but [17].



Et comme l'a rapporté « The Grayzone », l'Office européen de lutte antifraude [OLAF] a accusé la CIJA de fraude [18] pour « faux documents, fausses facturations et profits illégaux ». Le régulateur de l'Union européenne a même recommandé aux autorités judiciaires du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de Belgique de la poursuivre. Mais, là aussi, la corruption de la CIJA a été totalement ignorée par la corporation des médias.

Finalement, les amis et collègues de Le Mesurier se sont donné beaucoup de mal pour laisser croire que le scandale de la fraude avérée n'était rien d'autre qu'une campagne de désinformation guidée par le Kremlin. Et les gouvernements occidentaux avec leurs sténographes de la presse ont contribué à protéger les profiteurs de guerre des fâcheuses conséquences de leurs actes, ont escroqué d'énormes sommes d'argent dues aux contribuables de nombreux pays, le tout dans une croisade désespérée pour détruire la Syrie.

Aujourd'hui encore, nombre de scandales époustouflants concernant la sale guerre en Syrie restent intouchables ou sont couverts par la corporation des médias occidentaux, qu'il s'agisse du rôle des Casques blancs dans la mise en scène de fausses attaques chimiques [19] ou des gouvernements occidentaux condamnant au silence et sanctionnant les lanceurs d'alertes parmi les scientifiques de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques [OIAC].

Et, apparemment, la corruption scandaleuse de Mayday Rescue et des Casques blancs couvre un puits sans fond de sang et de malversations.

Ben Norton

07/05/2021

Article original en anglais : [White Helmets corruption scandal deepens: Dutch gov't investigated parent org for fraud, but covered it up](#), The Gray Zone, le 7 mai 2021.

Traduit par Mouna Alno-Nakhla pour Mondialisation.ca

Notes :

- [1][[L'OIAC est devenue un outil du jeu géopolitique mené par les USA en Syrie](#)]
- [2][[Western gov't contractor entrapped British scholar in sting operation to cover up Syria corruption scandal](#)]
- [3][[How the White Helmets became international heroes while pushing US military intervention and regime change in Syria](#)]
- [4][[Videos show US gov't-funded White Helmets assisting public executions in rebel-held Syria](#)]
- [5][[Trump gives \\$4.5 million to Syria's White Helmets, which partnered with jihadists and joined Turkey's ethnic cleansing](#)]
- [6][[BBC Syria producer : Riam Dalati](#)]
- [7][[The Grayzone reports on the non-profit industrial complex](#)]
- [8][[Kaag wilde Kamer informeren over fraudemelding bij stichting, ambtenaren hielden brief tegen](#)]
- [9][[Trump gives \\$4.5 million to Syria's White Helmets, which partnered with jihadists and joined Turkey's ethnic cleansing](#)]
- [10][[White Helmets Whitewash: founder's death, OPCW scandal lift mask on al-Qaeda's ally in Syria](#)]
- [11][[The Most Dangerous Job in the World: Syria's Elite Rescue Force](#)]
- [12][[The confession of James le Mesurier](#)]
- [13][[Founder of Foundation behind White Helmets Admits Fraud](#)]
- [14][[How a US and Qatari regime change deception produced 'Caesar' sanctions driving Syria towards famine](#)]
- [15][[Reuters, BBC, and Bellingcat participated in covert UK Foreign Office-funded programs to "weaken Russia," leaked docs reveal](#)]
- [16][[Questions for BBC on new White Helmets podcast series attacking OPCW whistleblowers](#)]
- [17][[This celebrated Western-funded nonprofit collaborated with al-Qaeda to wage lawfare on Syria](#)]
- [18][[Western gov't contractor entrapped British scholar in sting operation to cover up Syria corruption scandal](#)]
- [19][[5 former OPCW officials join prominent voices to call out Syria cover-up](#)]

Ben Norton est journaliste, écrivain et cinéaste. Il est le rédacteur adjoint de « *The Grayzone* ».

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © Ben Norton, The Gray Zone, 2021